



INFORMATION DU GROUPE SOCIALISTE AU PARLEMENT EUROPEEN

Contact: Solange Hélin-Villes

GSM:+32476-510172

Strasbourg, le 12 décembre 2006

Le Fonds de la Globalisation: un nouvel outil pour une Europe sociale plus solidaire

Les 201 députés du groupe socialiste se félicitent de l'accord conclu entre le Parlement, le Conseil et la Commission sur la création d'un Fonds européen d'ajustement à la Mondialisation, destiné à aider les salariés victimes des délocalisations à retrouver un emploi. Cet accord sera formalisé par un vote de l'Assemblée plénière demain à Strasbourg, ce qui permettra à ce Fonds d'être opérationnel dès le 1er janvier 2007.

"Doté d'un budget modeste de 500 millions d'euros par an, ce Fonds est avant tout un instrument de solidarité vis-à-vis des travailleurs qui perdent leur emploi en raison de la restructuration de leur entreprise. Nous espérons qu'une fois en place et budgétisé, il permettra de répondre efficacement à des situations aussi dramatiques que celles de Volkswagen à Forest", déclare Stephen Hughes, porte-parole du Groupe socialiste pour les questions sociales.

"Les Socialistes ont contribué de manière active à la mise en place de ce Fonds", souligne Jean-Louis Cottigny, rapporteur pour le Groupe socialiste.

"Nous avons par exemple défendu un assouplissement des critères d'intervention de façon notamment à permettre à plusieurs Etats membres de déposer ensemble un dossier. Les restructurations peuvent en effet toucher une entreprise et ses sous-traitants établis dans plusieurs régions ou Etats membres", précise l'eurodéputé.

"De même, nous avons introduit une clause de sauvegarde qui permettra de traiter au cas par cas certains dossiers ne répondant pas strictement aux critères d'intervention du Fonds", ajoute Harlem Désir, vice-président du Groupe socialiste pour les Affaires sociales.

"Dans le cas de Volkswagen, il appartiendra à l'Etat belge de démontrer qu'il s'agit bien d'une délocalisation", indique M. Désir.

En outre, à l'initiative des Socialistes, un site internet sera créé et accessible à toute personne désireuse de s'informer sur ses droits au travail, à la formation professionnelle et sur les restructurations.

"Pour les socialistes européens, la création du Fonds de globalisation marque une première étape vers une Europe plus sociale et plus solidaire. L'Union européenne ne peut pas toutefois se contenter de panser les plaies de la Mondialisation. Aujourd'hui, les citoyens attendent de l'Europe qu'elle contribue à la sécurité de leur emploi et de leur mode de vie comme elle a su garantir la paix et la stabilité pendant près de cinquante ans", souligne Jean-Louis Cottigny.

"Cette Europe sociale que nous appelons de nos vœux doit notamment reposer sur un socle minimal de droits sociaux garanti dans toute l'Union", rappelle Harlem Désir.